

S O S L M 45813

5263-2

(1942)

A

Régime de facilités de circulation applicable aux  
agents en service des F.T.T.-

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.  
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.  
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.  
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

14.11.41 *maque*  
7. 1.42  
24. 1.42 *maque*  
30. 3.42

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 30 mars 1942

9430-70-1

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche - Secrétariat Général des P.T.T., Direction du Personnel, 6<sup>e</sup> Bureau, du 24 janvier 1942, vous avez bien voulu me faire part des raisons pour lesquelles il serait, à votre avis, justifié que les cartes de circulation maintenues par la S.N.C.F. à divers fonctionnaires du Secrétariat Général ou des services extérieurs des P.T.T. fussent facturées à un prix réduit.

Vous ajoutez que ces raisons vous ont conduit, au cours de la Conférence qui s'est tenue dans votre Cabinet le 17 novembre 1941, à décider que désormais seraient appliqués à ces cartes les tarifs les plus avantageux qui sont accordés à d'autres départements ministériels.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, sans pour autant retarder la délivrance des cartes que vous m'avez demandées, j'ai repris personnellement l'examen des conditions dans lesquelles notre Société peut être fondée à prétendre être rémunérée des prestations ainsi assurées à l'Administration des P.T.T.

Or, je ne peux aujourd'hui, en conclusion de cette nouvelle étude, que vous confirmer, sur ce point, les termes de ma précédente lettre du 7 janvier 1942.

L'article 27, 14<sup>e</sup> de notre Cahier des Charges qui, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1938, régit les rapports des P.T.T. et du chemin de fer impose à ce dernier, ainsi que vous le savez, l'obligation de transporter "tout agent de l'Administration des P.T.T. circulant pour les besoins du service et muni d'une "carte de circulation ou d'un ordre de service délivré par l'Administration des P.T.T." Mais les rédacteurs de l'article n'ont pas manqué d'assortir cette lourde charge de sa contrepartie logique, stipulant expressément que "l'Administration des P.T.T. versera chaque année à la S.N.C.F. la somme nécessaire "à rémunérer les services qu'elle en aura reçus. Le texte précise que "cette somme sera déterminée comme il est dit à l'article 14 du décret-loi du 31 août 1937 et à l'article 20 de la "Convention de même date", soit, ainsi que le rappellent l'une comme l'autre de ces dispositions, sur la base du prix de revient.

....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.



Le régime de règlement ainsi institué implique, sans discussion possible, que les P.T.T. rembourseront à la S.N.C.F. la totalité des dépenses que celle-ci aura assumées pour leur permettre d'assurer leur service.

Ce même régime, d'autre part, est de portée générale et je suis assuré qu'il n'entre pas dans votre pensée que les cartes de circulation faisant l'objet du présent litige puissent être regardées comme ne se trouvant pas comprises au nombre des prestations auxquelles il s'applique. Aussi bien, trouverais-je, s'il en était besoin, confirmation de votre accord à ce sujet dans le fait qu'à l'occasion des demandes de cartes dont vous nous avez saisis pour 1942, vous n'avez pas manqué vous-même d'invoquer l'article 27, 14° du Cahier des Charges, insistant notamment sur ce que, aux termes dudit article, le nombre de cartes dont il s'agit ne se trouve pas limité.

Vous estimez, néanmoins, que les P.T.T. doivent bénéficier pour lesdites cartes des tarifs les plus avantageux que nous consentons à d'autres administrations.

De fait, l'article 29 de notre Cahier des Charges prévoit que des arrangements ou conventions peuvent intervenir entre la S.N.C.F. et les services publics et comporter, par rapport aux tarifs ordinaires, certaines réductions.

Mais cet article, de caractère exceptionnel, doit être interprété restrictivement et il ne saurait faire de doute qu'il n'est pas applicable au cas des fonctionnaires des P.T.T. se déplaçant sur le chemin de fer dans l'intérêt du service.

Le texte lui-même stipule, en effet, explicitement que des arrangements ou conventions ne peuvent intervenir, en application de ces dispositions, qu' "en dehors des cas visés aux articles 22 à 28 ci-dessus".

Nous ne saurions donc envisager d'étendre aux services des P.T.T. le bénéfice des tarifs réduits consentis à d'autres administrations au titre dudit article.

Vous indiquez, in fine de votre lettre, que les cartes attribuées aux fonctionnaires des P.T.T. ne sont pas utilisées de façon intensive, comme le sont les cartes délivrées aux particuliers, et que, par suite, elles ne sauraient être taxées au tarif commercial - ou à un tarif voisin du tarif commercial - sans qu'il en résulte une rémunération excessive du service réellement rendu.

A ce sujet, il me sera certainement permis de rappeler que, d'une manière générale, les tarifs commerciaux ne couvrent pas normalement les prix de revient de nos transports de voyageurs.

.....

Par ailleurs, les cartes que nous mettons à la disposition de votre Département offrent à ceux qui en sont titulaires une possibilité de circulation sans limite et l'on ne saurait soutenir, dans ces conditions, que le prix auquel nous entendons les facturer ne correspond pas à l'utilisation qui en peut être faite.

Sans doute, certains fonctionnaires peuvent-ils ne pas se servir de leur carte autant que la faculté leur en est donnée. Mais il n'y a là rien qui puisse être regardé comme imputable à notre fait. En tout état de cause, nous n'aurions, pour notre part, aucune objection à ce que, pour ces fonctionnaires, l'Administration des P.T.T. en revienne purement et simplement à l'application de la formule de l'ordre de service prévu par l'article 27, 14° du Cahier des Charges, à moins qu'elle n'estime préférable de faire appel à celle des carnets de bons de transport à laquelle je vous ai précédemment donné mon accord.

En définitive, pour les diverses raisons exposées ci-dessus, il ne m'apparaît pas que les textes, sous l'empire desquels se trouve placée notre exploitation et que nous ne saurions enfreindre, nous permettent de donner suite à la déviation que vous avez prise le 17 novembre 1941.

Je ne peux, dans ces conditions, que maintenir les conclusions de ma lettre du 7 janvier 1942, aux termes desquelles des cartes de circulation ne peuvent être délivrées aux fonctionnaires des P.T.T. à un tarif autre que celui qui a servi de base au calcul de la redevance qui nous a été versée au cours des dernières années.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.



SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 7 janvier 1942

943270-1

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche Direction du Personnel, 6<sup>e</sup> Bureau, du 14 novembre, vous avez bien voulu m'informer de ce que votre Administration avait pris, en ce qui la concerne, toutes dispositions en vue de la mise en service, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1942, de carnets de bons de transport au lieu et place des cartes de circulation utilisées jusqu'à ce jour sur les chemins de fer.

Vous indiquez, toutefois, que l'application intégrale de ce nouveau régime n'irait pas sans entraîner des difficultés assez sérieuses en ce qui concerne les hauts fonctionnaires dont le service exige qu'ils se déplacent fréquemment. Aussi envisagez-vous de conserver à ces fonctionnaires le bénéfice d'une carte de circulation.

J'ai l'honneur de vous répondre ci-après sur chacune de ces questions.

Carnets de bons de transport.

Nous avons pris connaissance de la circulaire insérée au Bulletin Officiel des P.T.T. et dont vous m'avez communiqué le texte.

Celle-ci n'appelle pas d'observation particulière de notre part. Je crois seulement devoir vous signaler qu'il pourrait être prévu, dans l'intérêt même de votre Administration, que les numéros des carnets de bons égarés ou volés seront indiqués à la S.N.C.F. de telle façon que nous soyons mis en mesure de vous apporter notre concours pour le dépistage des fraudes éventuelles.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,  
Secrétariat Général des P.T.T. - PARIS

Je vous adresse, ci-joint, le texte de l'instruction d'application destiné à nos gares.

D'autre part, nous sommes d'accord pour que, pendant la période d'adaptation, nos contrôleurs se bornent, sauf le cas d'intention frauduleuse ou d'infraction caractérisée, à provoquer les régularisations nécessaires, étant entendu que nous vous tiendrons, néanmoins, au courant des manquements constatés et que vos Services interviendront en vue des redressements ou mises au point nécessaires.

#### Maintien de cartes de circulation.

Nous n'avons, pour notre part, aucune objection à ce que des cartes de circulation nominatives soient maintenues en faveur des hauts fonctionnaires du Secrétariat Général et de l'Administration Centrale, des Directeurs et Ingénieurs en Chef régionaux, des Directeurs départementaux ainsi que des fonctionnaires de certains de vos Services.

Mais, à notre grand regret, il ne nous apparaît pas que ces cartes puissent vous être délivrées à un tarif autre que celui qui a servi de base au calcul de la redevance qui nous a été versée au cours des dernières années.

Ainsi que vous l'avez rappelé dans votre lettre 37-286-AG 2 du 25 octobre 1941 relative aux frais occasionnés par les colis postaux, il résulte, en effet, de la Convention du 31 août 1937, approuvée par décret-loi de même date, que l'Administration des Postes doit assurer à la S.N.C.F. la rémunération intégrale des divers services effectués pour son compte. Et de là vous n'avez pas manqué vous-même de déduire que "à la notion précédemment admise et selon laquelle s'établissait en quelque sorte une compensation des services rendus s'est trouvé substitué un principe nouveau suivant lequel chacune des parties en présence doit désormais tenir compte à l'autre des prestations qu'elle en reçoit sur la base du prix de revient".

Rien ne saurait justifier, dans ces conditions, que la S.N.C.F. qui, tout comme l'Administration des Postes, a obligation de maintenir un équilibre rigoureux de ses recettes et de ses dépenses, fasse bénéficier les P.T.T. des réductions que vous eussiez souhaitées.

Nous ne voyons pas davantage, par ailleurs, la possibilité de créer, en faveur de vos Services, une tarification spéciale

.....



pour les cartes de parcours dits rayonnants. Toutefois, en ce qui concerne les cartes de 1<sup>ère</sup> classe à parcours déterminés, comprenant pour partie des lignes sur lesquelles ne circulent plus de voitures de 1<sup>ère</sup> classe, je donne des instructions pour qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1942, il soit tenu compte de cette particularité dans les prix qui vous seront décomptés.

Pour ces cartes, le prix sera égal au total des éléments ci-après :

- 1° - taxe résultant du barème de la 1<sup>ère</sup> classe pour la distance totale à parcourir dans cette classe, ladite taxe étant prise sur le barème en partant de l'origine du kilométrage;
- 2° - taxe résultant du barème de la 2<sup>ème</sup> classe pour la distance totale à parcourir dans cette classe, ladite taxe étant prise sur le barème en procédant par différence entre le prix d'un abonnement de 2<sup>ème</sup> classe valable pour le trajet total (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> classes) demandé et le prix d'un abonnement de 2<sup>ème</sup> classe valable pour la distance totale à parcourir en 1<sup>ère</sup> classe.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président  
du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.